

Actualité de l'Agence France Trésor page 1	Actualité économique page 2	Données générales sur la dette page 3	Marché secondaire page 5	Dette négociable de l'État page 6	Économie française et comparaisons internationales page 8
--	---------------------------------------	---	------------------------------------	---	---

L'Agence France Trésor a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable et dans les meilleures conditions de sécurité.

Actualité de l'Agence France Trésor

Palmarès 2016 des SVT : de belles performances, reflets d'établissements bancaires aux points de force diversifiés

Chaque année depuis 1999, l'Agence France Trésor rend public le palmarès des spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) les plus actifs de l'année écoulée.

L'ensemble des missions des SVT sont prises en compte dans cette évaluation et sont réparties selon trois catégories de critères qui font chacune l'objet d'un palmarès spécifique :

- performance sur le marché primaire (40 % de la note), calculée sur la base de la part de marché des SVT aux adjudications de titres nominaux de court terme (BTF), de moyen et long terme (OAT) et de titres indexés sur l'inflation française et européenne (OATi & OATéi) ainsi que de leur participation aux opérations de rachats de titres ;
- performance sur le marché secondaire (30 % de la note), calculée sur la base des volumes traités par les SVT avec les clients finaux et avec les autres teneurs de marché sur l'ensemble des valeurs du Trésor, y compris sous forme d'obligations démembrées et de pensions livrées ;
- qualité du conseil et des services fournis à l'AFT (30 % de la note), appréciée au travers de la contribution des SVT à la sécurité des opérations sur le marché des valeurs du Trésor (y compris le fonctionnement du post-marché), de la pertinence des conseils fournis à l'AFT, de la qualité de l'analyse du marché obligataire souverain et de la recherche économique et opérationnelle, ainsi que de la proximité et de la stabilité de la relation avec l'AFT.

Sur cette base, le classement général des dix premiers établissements, sur les dix-huit que comptait le groupe des SVT en 2016 est le suivant :

1 BNP Paribas	6 Barclays
2 HSBC	7 Morgan Stanley
3 Société Générale	8 Citigroup
4 JP Morgan	9 Natixis
5 Crédit Agricole	10 NatWest Markets¹

Ce classement se caractérise par le maintien de l'attachement au marché des valeurs du Trésor des banques françaises, qui se maintiennent dans le top 10, et par une relative stabilité de la composition du haut de classement : les sept premières banques sont en effet les mêmes qu'en 2015, dans un ordre toutefois légèrement différent du fait des performances respectives de chacun des établissements dans les trois sous-catégories évaluées.

BNP Paribas se maintient ainsi en tête du classement général, du fait d'une performance régulière sur les marchés primaire et secondaire et en termes qualitatifs. HSBC, désormais premier SVT sur le marché primaire, progresse pour sa part de trois places et se hisse deuxième du classement général, suivi au sein du trio de tête par Société Générale – qui maintient son positionnement en tête du classement qualitatif. Fort de sa première position désormais sur le marché secondaire, JP Morgan confirme pour sa part sa trajectoire ascendante, et progresse d'un rang pour se classer quatrième.

<u>Marché primaire</u>		<u>Marché secondaire</u>		<u>Qualité des services</u>	
1	HSBC	1	JP Morgan	1	Société Générale
2	BNP Paribas	2	BNP Paribas	2	BNP Paribas
3	Morgan Stanley	3	Société Générale	3	Crédit Agricole
4	Société Générale	4	Crédit Agricole	4	Barclays
5	JP Morgan	5	HSBC	5	HSBC
6	Barclays	6	Barclays	6	Natixis
7	Citigroup	7	Nomura	7	JP Morgan
7ex	Crédit Agricole	8	Citigroup	8	Morgan Stanley
9	Natixis	9	NatWest Markets	9	Goldman Sachs
10	NatWest Markets	10	Morgan Stanley	10	Citigroup

¹ Nouvelle dénomination commerciale de Royal Bank of Scotland, en vigueur depuis décembre 2016



Les élections françaises devraient se dérouler dans un climat économique en sensible amélioration. Nous estimons que la croissance du PIB s'élèvera à 1,6 % en 2017, soit la plus forte croissance depuis 2011. Cela s'explique d'une part par la fin de facteurs qui ont pesé sur l'activité en 2016 (chute du tourisme et de la production agricole), par la reprise du secteur de la construction et d'autre part par l'amélioration du résultat net des entreprises, qui atteint des nouveaux sommets. Les chiffres du chômage devraient continuer de s'améliorer.

Malgré de forts vents contraires en 2016 (chute du tourisme et de la production agricole), la croissance a atteint 1,1 % en 2016, soit un chiffre proche du potentiel de croissance. A la suite des attentats, l'activité touristique étrangère a fortement chuté coûtant 0,2 point de PIB sur l'ensemble de l'année 2016, même si les chiffres de fin d'année pointaient vers une normalisation. La baisse de la production agricole, sous l'effet combiné des inondations du printemps puis de la sécheresse de l'été, a également coûté 0,2 point de PIB en 2016. Sans ces deux facteurs que l'on espère non-récurrents en 2017, la croissance 2016 aurait été de 1,5 %, soit un rythme identique à celui de la zone euro.

2016 devrait être la première année depuis 2010 où le taux de chômage aura baissé. L'économie française a probablement créé 210 000 emplois en 2016, conduisant à une baisse du nombre de chômeurs au sens du BIT de 70 000. Grâce à de meilleures rentrées fiscales, le déficit public devrait s'afficher à 3,2 % du PIB, soit légèrement mieux que la cible gouvernementale (3,3 %).

Les enquêtes de confiance ne montrent aucun signe de ralentissement de la dynamique début 2017. Nous prévoyons une croissance 2017 à 1,6 %, un rythme identique à celui de la zone euro. Ce serait un changement notable par rapport à la période 2013-2016 où la croissance française s'est située en moyenne 0,2 % en dessous de la zone euro. Nous constatons que le climat des affaires était en amélioration sensible depuis le troisième trimestre 2016. En janvier 2017, l'indicateur du climat des affaires de l'INSEE pour l'économie dans son

ensemble a progressé à 104,1 contre une moyenne de 101,1 en 2016. L'enquête INSEE sur le climat des affaires est un outil fiable qui repose sur un échantillon de 20 000 entreprises. Historiquement, le niveau de 104,1 correspond à une croissance du PIB de 0,6 % en trimestre glissant (2,4 % en glissement annuel). Cela est très encourageant.

Le secteur de la construction a constitué l'un des principaux maillons faibles de l'économie française ces dernières années, réduisant la croissance du PIB de 0,4 % en 2014 et de 0,3 % en 2015. Ce handicap a disparu en 2016 grâce à la reprise naissante dans l'investissement résidentiel. Les augmentations des ventes des promoteurs et des permis de construire observées au second semestre 2016 sont à deux chiffres et laissent présager un fort redressement de l'investissement résidentiel en 2017. Les prix dans l'immobilier résidentiel ont progressé en 2016, de l'ordre de 2,5 %, une première depuis 2011, et nous tablons sur une poursuite de cette hausse cette année. Cette reprise du secteur résidentiel devrait être complétée par la relance des dépenses d'infrastructure. Le projet du Grand Paris pourrait à lui seul ajouter 0,1 point de croissance en 2017.

L'investissement des entreprises non financières aura progressé de près de 4,3 % en 2016. C'est très bien. Nous anticipons une moindre progression cette année, mais les risques sont probablement orientés à la hausse. Les baisses d'impôt et de la charge de la dette ont permis une amélioration sensible des marges nettes des entreprises au cours des deux dernières années. L'épargne brute (résultat après impôt, frais financiers et dividendes) a progressé de 16,9 % de la valeur ajoutée brute en 2013 à 20,7 % en 2016. C'est un niveau très supérieur à la moyenne historique de 18,4 % et probablement un nouveau sommet historique depuis trente ans. Les enquêtes sur les prix indiquent que les entreprises regagnent une capacité à monter les prix, une situation que l'on n'avait plus vue depuis 2011. Tous ces facteurs devraient encourager les entreprises à embaucher dans les prochains mois.

Société Générale CIB Disclaimer : Les informations contenues dans ce document ne sont pas destinées à constituer une offre ou une recommandation d'achat ou de vente de titres, quels qu'ils soient, et ont été obtenues à partir de sources, ou se fondent sur des sources considérées comme fiables ; pour autant, leur exactitude ou leur exhaustivité n'est pas garantie. Le matériau de la présente étude est conforme au dispositif réglementaire visant à garantir l'indépendance de la recherche en investissement, telle que définie par la directive concernant les marchés d'instruments financiers (MiFID). Les informations relatives aux conflits d'intérêts et la gestion de conflits de cette nature par la Société générale sont contenues dans le document intitulé SG's Policies for Managing Conflicts of Interests in Connection with Investment Research, disponible à l'adresse suivante : <https://www.sqmarkets.com/#equity/compliance>.

Avertissement : en ouvrant cette tribune, l'Agence France Trésor offre à des économistes l'occasion d'exposer librement leur opinion ; les propos ici exprimés n'engagent donc que les auteurs et en aucun cas l'Agence France Trésor, ni le Ministère de l'Économie et des Finances.

Calendrier indicatif d'adjudication

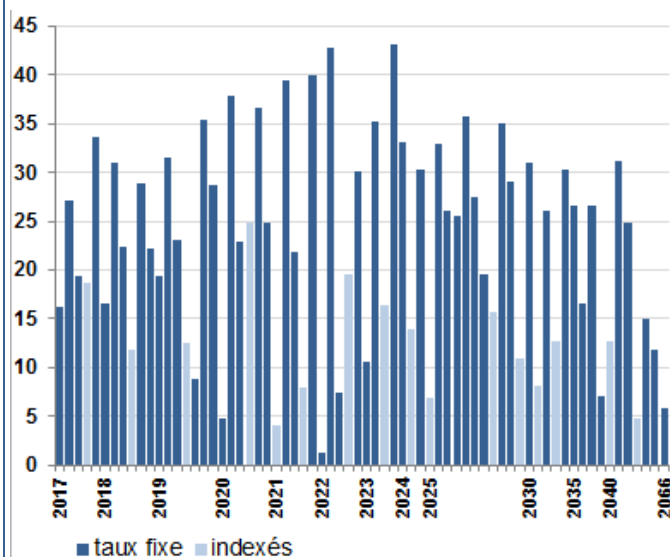
		Court terme				Moyen terme	Long terme	Indexés
Mars 2017	date d'adjudication	6	13	20	27	16	2	16
	date de règlement	8	15	22	29	20	6	20
Avril 2017	date d'adjudication	3	10	18	24	20	6	20
	date de règlement	5	12	20	26	24	10	24

décalages (jours fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

Dette négociable à moyen et long terme de l'État au 31 janvier 2017

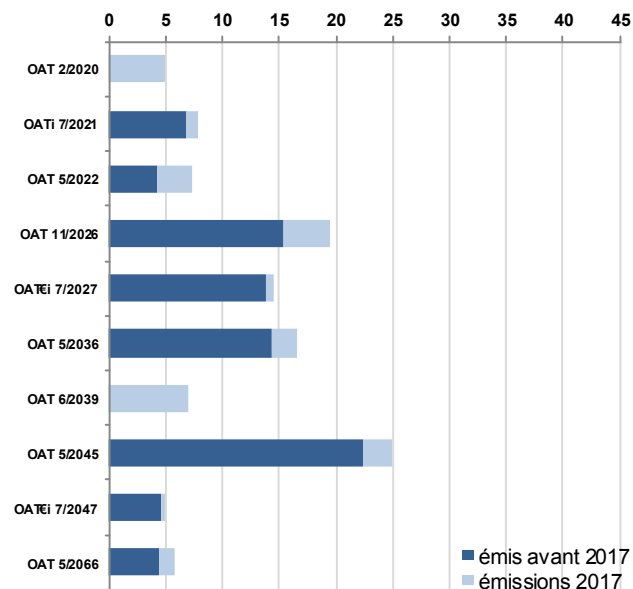
Encours actualisé par ligne, en milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et Long Terme : émissions de l'année et cumul au 31 janvier 2017

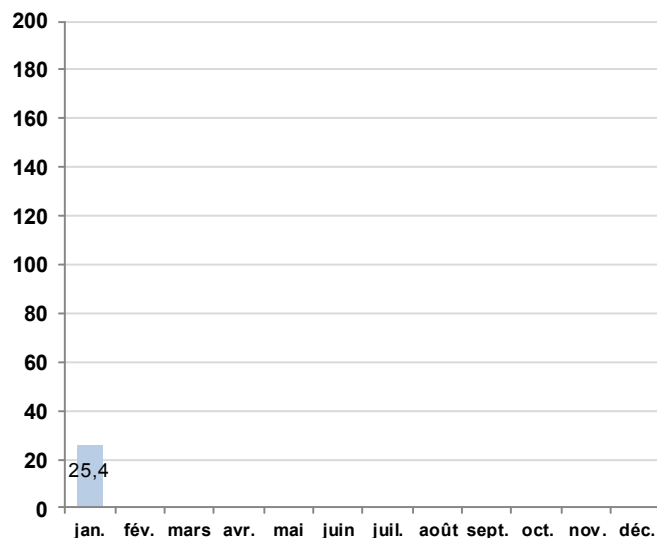
En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Émissions nettes des rachats au 31 janvier 2017

En milliards d'euros



Source : Agence France Trésor

Moyen et Long Terme : échéancier prévisionnel au 31 janvier 2017

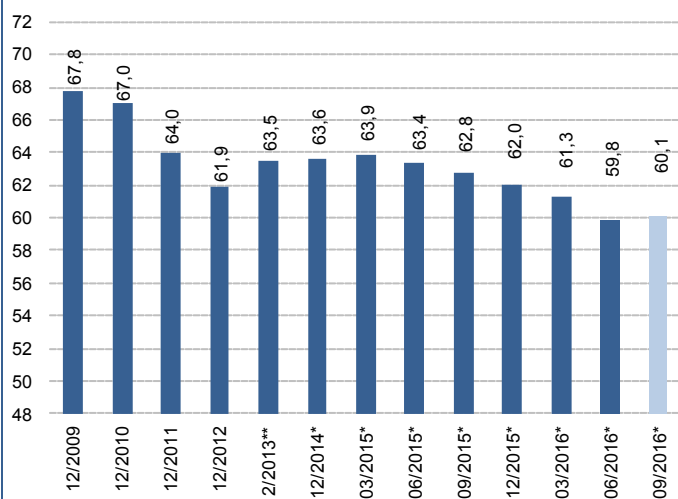
En milliards d'euros

Mois	Intérêts	Amortissements
févr-17	0,3	16,2
mars-17	0,0	0
avr-17	15,3	27,1
mai-17	4,4	0
juin-17	0,1	0
juil-17	3,1	38,2
août-17	0	0
sept-17	0	0
oct-17	14,8	33,7
nov-17	1,3	0
déc-17	0	0
janv-18	0	0

Source : Agence France Trésor

Détention par les non-résidents des titres de la dette négociable de l'État : 3^{ème} trimestre 2016

En % de la dette négociable exprimée en valeur de marché



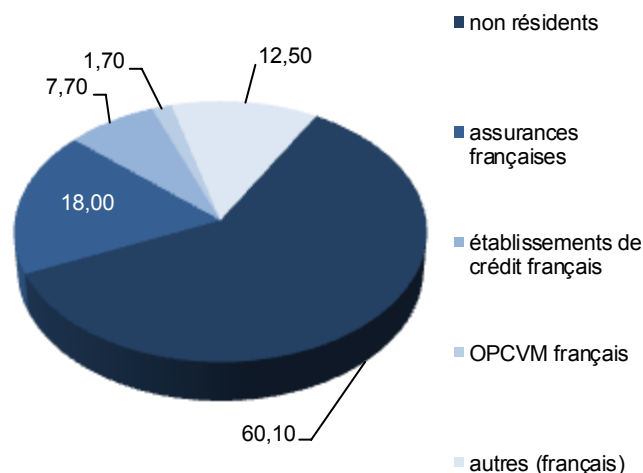
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres définitive

Source : Banque de France

Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs : 3^{ème} trimestre 2016

Structure en % exprimée en valeur de marché



Source : Banque de France

Dette négociable de l'État au 31 janvier 2017

En euros

Total Dette à Moyen et Long Terme	1 511 989 372 112
Encours démembré	61 574 022 100
Durée de vie moyenne	8 ans et 91 jours
Total Dette à Court Terme	136 824 000 000
Durée de vie moyenne	106 jours
ENCOURS TOTAL	1 648 813 372 112
Durée de vie moyenne	7 ans et 215 jours

Source : Agence France Trésor

Dette négociable de l'État et contrats d'échanges de taux d'intérêt (« swaps ») au 31 janvier 2017

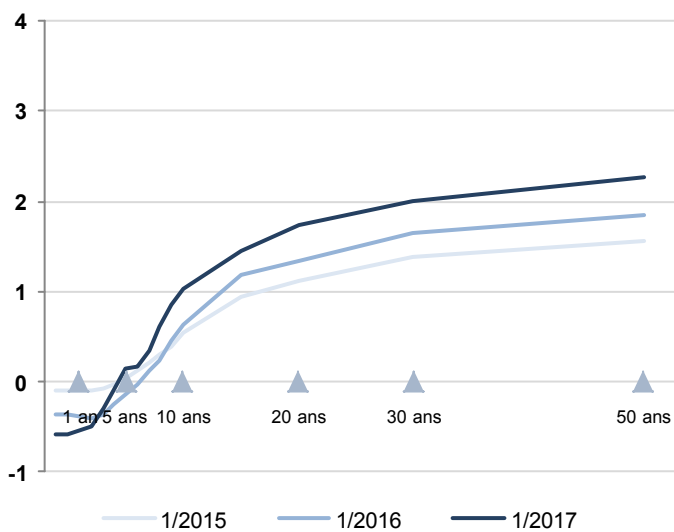
En milliards d'euros

	Fin 2013	Fin 2014	Fin 2015	Fin déc. 2016	Fin jan. 2017
Encours de la dette négociable	1 457	1 528	1 576	1 621	1 649
<i>dont titres indexés</i>	174	189	190	200	201
Moyen et Long Terme	1 283	1 352	1 424	1 487	1 512
Court Terme	174	175	153	134	137
Encours de swaps	7	6	6	1	1
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
avant swaps	7 ans	6 ans	7 ans	7 ans	7 ans
	5 jours	363 jours	47 jours	195 jours	215 jours
après swaps	7 ans	6 ans	7 ans	7 ans	7 ans
	2 jours	362 jours	47 jours	195 jours	215 jours

Source : Agence France Trésor

Courbe des taux sur titres d'État français

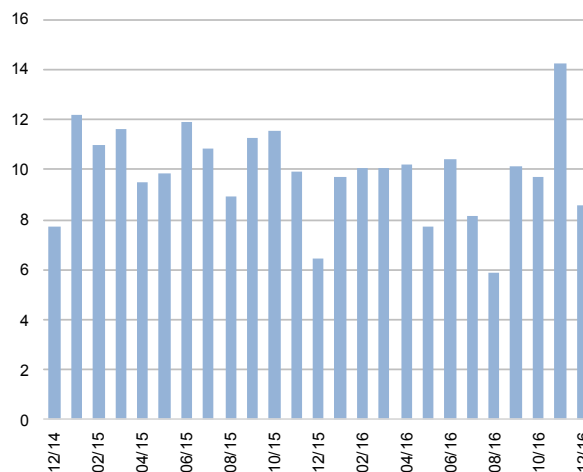
Valeur en fin de mois, en %



Source : Bloomberg

Volume moyen des transactions quotidiennes sur les titres à moyen et long terme

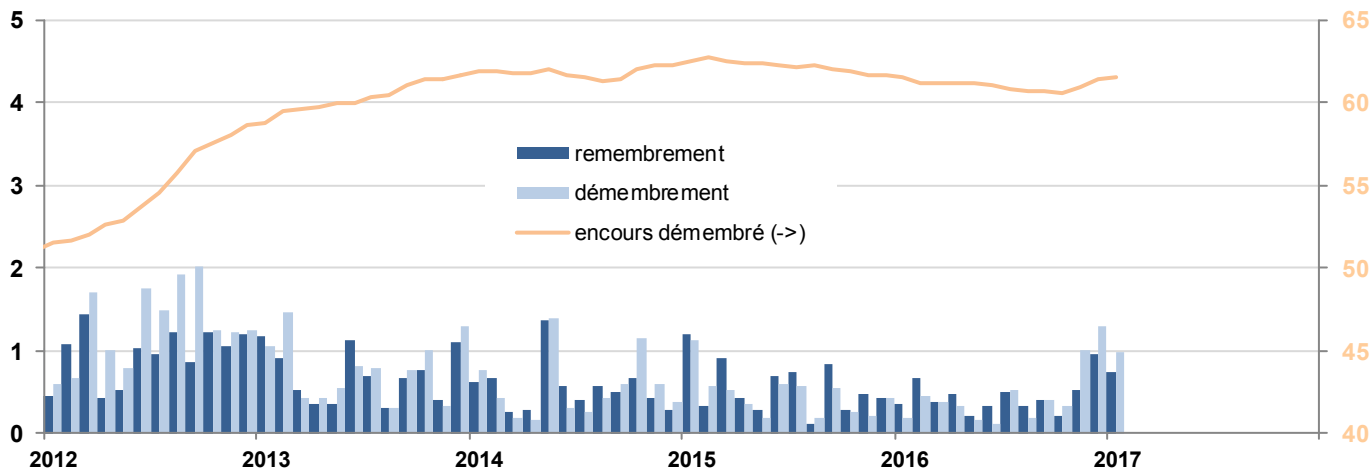
En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosysteme.

Montant des opérations de démembrement et de remembrement

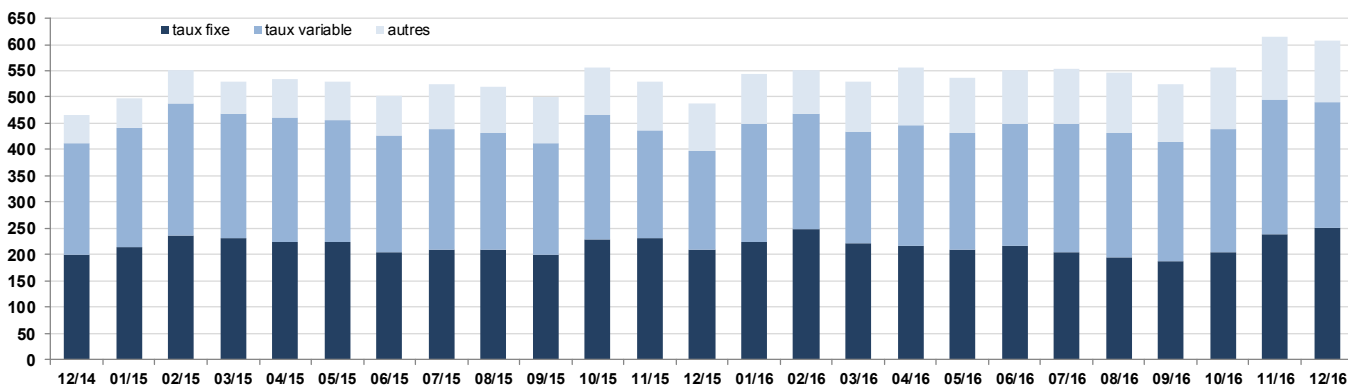
En milliards d'euros



Source : Euroclear

Encours des pensions des SVT en fin de mois

En milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

Dettes à court terme au 31 janvier 2017

	Échéance	Encours (€)
BTF	1 février 2017	6 746 000 000
BTF	8 février 2017	7 322 000 000
BTF	15 février 2017	6 545 000 000
BTF	22 février 2017	7 279 000 000
BTF	1 mars 2017	6 366 000 000
BTF	8 mars 2017	7 387 000 000
BTF	15 mars 2017	6 090 000 000
BTF	29 mars 2017	6 135 000 000
BTF	5 avril 2017	7 180 000 000
BTF	12 avril 2017	6 122 000 000
BTF	20 avril 2017	8 256 000 000
BTF	26 avril 2017	5 030 000 000
BTF	11 mai 2017	5 276 000 000
BTF	24 mai 2017	4 972 000 000
BTF	8 juin 2017	5 267 000 000
BTF	21 juin 2017	4 571 000 000
BTF	5 juillet 2017	2 138 000 000
BTF	19 juillet 2017	3 979 000 000
BTF	17 août 2017	5 088 000 000
BTF	13 septembre 2017	5 871 000 000
BTF	11 octobre 2017	6 152 000 000
BTF	8 novembre 2017	6 440 000 000
BTF	6 décembre 2017	6 612 000 000

Dettes à moyen et long terme (échéances 2017–2020) au 31 janvier 2017

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	Échéance 2017	114 965 584 680			
FR0120473253	BTAN 1,75% 25 février 2017	16 160 000 000			–
FR0010415331	OAT 3,75% 25 avril 2017	27 132 000 000			0
FR0120746609	BTAN 1% 25 juillet 2017	19 340 000 000			–
FR0010235176	OATi 1% 25 juillet 2017	18 643 584 680 (1)	1,13722	16 394 000 000	0
FR0010517417	OAT 4,25% 25 octobre 2017	33 690 000 000			0
	Échéance 2018	132 795 604 390			
FR0012634558	OAT 0% 25 février 2018	16 559 000 000			0
FR0010604983	OAT 4% 25 avril 2018	31 007 000 000			0
FR0011394345	OAT 1% 25 mai 2018	22 356 000 000			0
FR0011237643	OAT€i 0,25% 25 juillet 2018	11 766 604 390 (1)	1,04527	11 257 000 000	0
FR0010670737	OAT 4,25% 25 octobre 2018	28 842 000 000			0
FR0011523257	OAT 1% 25 novembre 2018	22 265 000 000			15 000 000
	Échéance 2019	159 477 785 288			
FR0013101466	OAT 0% 25 février 2019	19 313 000 000			0
FR0000189151	OAT 4,25% 25 avril 2019	31 478 000 000			0
FR0011708080	OAT 1% 25 mai 2019	23 095 000 000			0
FR0010850032	OATi 1,3% 25 juillet 2019	12 564 265 400 (1)	1,07021	11 740 000 000	0
FR0000570921	OAT 8,5% 25 octobre 2019	8 844 392 893			5 298 885 100
FR0010776161	OAT 3,75% 25 octobre 2019	35 410 000 000			0
FR0011993179	OAT 0,5% 25 novembre 2019	28 737 000 000			0
FR0000570954	OAT cap. 9,82% 31 décembre 2019	36 126 995 (2)		6 692 154	–
	Échéance 2020	151 995 605 700			
FR0013232485	OAT 0% 25 février 2020	4 846 000 000			0
FR0010854182	OAT 3,5% 25 avril 2020	37 927 000 000			0
FR0012557957	OAT 0% 25 mai 2020	22 969 000 000			0
FR0010050559	OAT€i 2,25% 25 juillet 2020	24 909 605 700 (1)	1,22647	20 310 000 000	0
FR0010949651	OAT 2,5% 25 octobre 2020	36 562 000 000			0
FR0012968337	OAT 0,25% 25 novembre 2020	24 782 000 000			0

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2016 ; non offerte à la souscription

Dettes à moyen et long terme (échéances 2021 et plus) au 31 janvier 2017

code	libellé	encours (€)	coeff. ind.	encours nomi. (€)	démembrés (€)
	Échéance 2021	113 104 658 440			
FR0013140035	OAT€i 0,1% 1 mars 2021	4 104 124 440 (1)	1,00542	4 082 000 000	0
FR0010192997	OAT 3,75% 25 avril 2021	39 352 000 000			0
FR0013157096	OAT 0% 25 mai 2021	21 852 000 000			0
FR0011347046	OATi 0,1% 25 juillet 2021	7 905 534 000 (1)	1,01353	7 800 000 000	0
FR0011059088	OAT 3,25% 25 octobre 2021	39 891 000 000			0
	Échéance 2022	100 925 749 400			
FR0000571044	OAT 8,25% 25 avril 2022	1 243 939 990			437 468 400
FR0011196856	OAT 3% 25 avril 2022	42 703 000 000			0
FR0013219177	OAT 0% 25 mai 2022	7 379 000 000			0
FR0010899765	OAT€i 1,1% 25 juillet 2022	19 547 809 410 (1)	1,09029	17 929 000 000	0
FR0011337880	OAT 2,25% 25 octobre 2022	30 052 000 000			0
	Échéance 2023	105 412 807 803			
FR0000571085	OAT 8,5% 25 avril 2023	10 606 195 903			5 410 650 200
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	35 237 000 000			0
FR0010585901	OATi 2,1% 25 juillet 2023	16 384 611 900 (1)	1,10245	14 862 000 000	0
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	43 185 000 000			440 585 000
	Échéance 2024	77 274 114 180			
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	33 135 000 000			0
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	13 904 114 180 (1)	1,02101	13 618 000 000	0
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	30 235 000 000			46 000 000
	Échéance 2025	91 343 248 758			
FR0012558310	OATi 0,1% 1 mars 2025	6 861 320 640 (1)	1,00488	6 828 000 000	0
FR0012517027	OAT 0,5% 25 mai 2025	32 870 000 000			0
FR0000571150	OAT 6% 25 octobre 2025	26 039 928 118			3 005 464 400
FR0012938116	OAT 1% 25 novembre 2025	25 572 000 000			0
	Échéance 2026	82 844 000 000			
FR0010916924	OAT 3,5% 25 avril 2026	35 814 000 000			138 513 000
FR0013131877	OAT 0,5% 25 mai 2026	27 522 000 000			0
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	19 508 000 000			0
	Échéance 2027	50 650 283 160			
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	15 621 283 160 (1)	1,07444	14 539 000 000	0
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	35 029 000 000			0
	Échéance 2028	23 815 557			
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	23 815 557 (3)		46 232 603	-
	Échéance 2029	40 068 865 296			
FR0000571218	OAT 5,5% 25 avril 2029	29 091 880 458			3 289 109 100
FR0000186413	OATi 3,4% 25 juillet 2029	10 976 984 838 (1)	1,25679	8 734 144 000	0
	Échéance 2030	39 113 333 030			
FR0011883966	OAT 2,5% 25 mai 2030	31 023 000 000			0
FR0011982776	OAT€i 0,7% 25 juillet 2030	8 090 333 030 (1)	1,00789	8 027 000 000	0
	Échéance 2031	26 071 000 000			
FR0012993103	OAT 1,5% 25 mai 2031	26 071 000 000			108 000 000
	Échéance 2032	42 909 748 200			
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	12 625 425 600 (1)	1,24266	10 160 000 000	0
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	30 284 322 600			11 626 857 400
	Échéance 2033 et plus	183 013 168 230			
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	26 678 000 000			5 063 967 000
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	16 609 000 000			0
FR0010371401	OAT 4% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 867 111 400
FR0013234333	OAT 1,75% 25 juin 2039	7 000 000 000			0
FR0010447367	OAT€i 1,8% 25 juillet 2040	12 645 984 600 (1)	1,15110	10 986 000 000	0
FR0010773192	OAT 4,5% 25 avril 2041	31 111 000 000			7 186 539 000
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	24 908 000 000			1 160 600 000
FR0013209871	OAT€i 0,1% 25 juillet 2047	4 866 183 630 (1)	1,00313	4 851 000 000	0
FR0010171975	OAT 4% 25 avril 2055	14 926 000 000			7 441 588 000
FR0010870956	OAT 4% 25 avril 2060	11 918 000 000			5 957 684 100
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	5 817 000 000			80 000 000

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(3) valeur actualisée au 28/03/2016 ; non offerte à la souscription

Derniers indicateurs conjoncturels

Production industrielle, glissement annuel	0,4%	12/2016
Consommation des ménages*, glissement annuel	0,5%	01/2017
Taux de chômage (BIT)	10,0%	12/2016
Prix à la consommation, glissement annuel		
ensemble	1,3%	01/2017
ensemble hors tabac	1,4%	01/2017
Solde commercial, fab-fab, cvs	-3,4 Md€	12/2016
" "	-4,4 Md€	11/2016
Solde des transactions courantes, cvs	-1,1 Md€	12/2016
" "	-2,8 Md€	11/2016
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,92%	27/2/2017
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,33%	23/2/2017
Euro / dollar	1,0587	27/2/2017
Euro / yen	118,87	27/2/2017

* produits manufacturés

Sources : Insee, Minefi, Banque de France

Situation mensuelle du budget de l'État

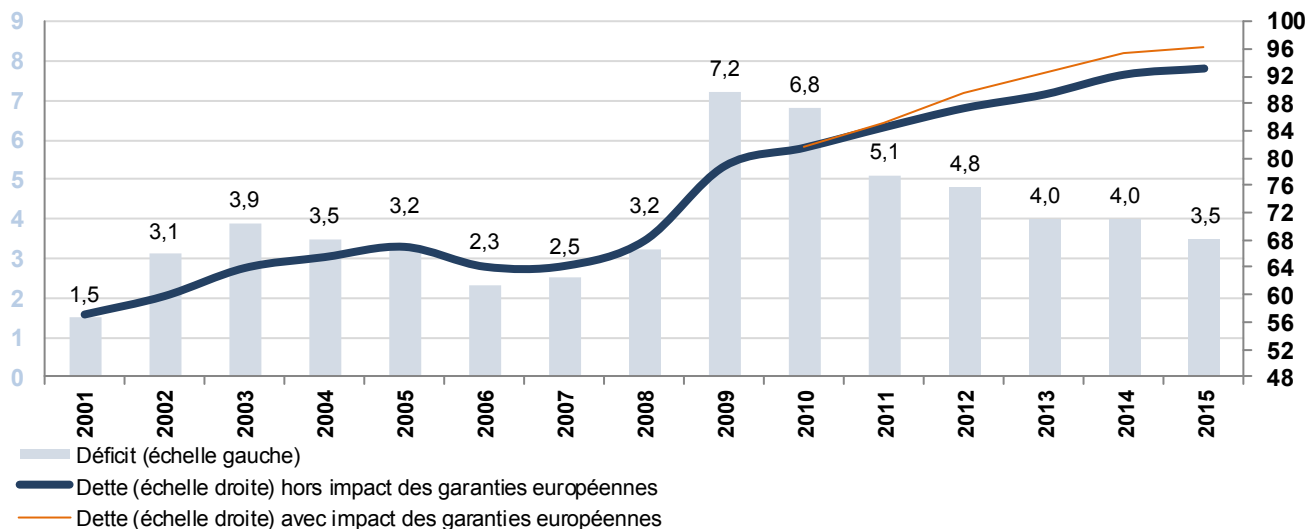
En milliards d'euros

	2014	2015	niveau à la fin décembre		
			2014	2015	2016
Solde du budget général	-85,71	-72,15	-85,71	-72,15	-75,80
Recettes	291,95	299,66	291,95	299,66	304,02
Dépenses	377,66	371,80	377,66	371,81	379,82
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,16	1,62	0,16	1,62	6,82
Solde général d'exécution	-85,56	-70,52	-85,56	-70,53	-68,98

Source : Minefi

Finances publiques : déficit et dette

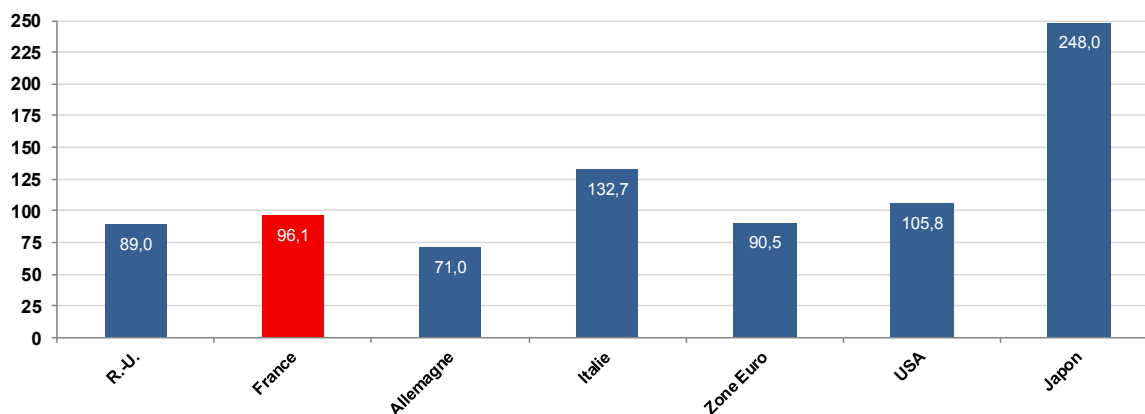
En % du PIB



Sources : Eurostat, Insee

Dette des administrations publiques en 2015

En % du PIB



Sources : Eurostat (2016), FMI (2016), Insee (2016)

Calendriers des indicateurs économiques français

Mars 2017		Avril 2017	
 8	Commerce extérieur en valeur en janvier	 7	Balance des paiements en février
 8	Balance des paiements en janvier	 7	Production industrielle : indice de février
 9	Emploi salarié : résultats définitifs 2016 T4	 7	Commerce extérieur en valeur en février
 10	Production industrielle : indice de janvier	 11	Perspectives économiques de l'Eurozone - 2ème trimestre 2017
 15	Prix à la consommation : indice de février	 13	Prix à la consommation : indice de mars
 15	Réserves nettes de change en février	 14	Réserves nettes de change en mars
 16	Inflation (IPCH) : indice de février	 19	Inflation (IPCH) : indice de mars
 23	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de mars	 25	Conjoncture dans l'industrie : enquête trimestrielle d'avril
 24	Comptes nationaux trimestriels : résultats détaillés 2016 T4	 25	Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle d'avril
 24	Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques - 2016 T4	 26	Conjoncture auprès des ménages : enquête d'avril
 24	Demandeurs d'emploi en février	 26	Demandeurs d'emploi en mars
 28	Construction de logements en février	 28	Comptes nationaux trimestriels : première estimation 2017 T1
 29	Conjoncture auprès des ménages : enquête de mars	 28	Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indice de mars
 31	Consommation des ménages en biens en février	 28	Consommation des ménages en biens en mars
 31	Prix à la production et à l'importation dans l'industrie : indice de février	 28	Construction de logements en mars

Sources : Insee, Eurostat

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite.

En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits.

La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par e-mail, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole du copyright ©Agence France Trésor.